

.....

Avis n°14-69256 publié le 30/04/2014

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/14-69256/officiel>

Avis de marché

Département de publication : **75**

Annonce No **14-69256**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.

Correspondant : M. Poissonnier Maxime, 27 rue de la Convention 75015 Paris Cedex 15courriel :

maxime.poissonnier@diplomatie.gouv.fr adresse internet :

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

Objet du marché : **évaluation finale du projet "Justice et Sécurité en zone Sahélo-Saharienne " jussec (fsp 2009-17) "**.

Lieu d'exécution : france et étranger.

Lieu de livraison : paris, 75015 Paris.

Caractéristiques principales :

après une phase de cadrage avec le commanditaire, une note de cadrage sera rédigée. Une fois validée, elle fixera la méthodologie et le calendrier de la prestation. Un rapport documentaire sera rédigé. Plusieurs missions à l'étranger seront réalisées. Elles aboutiront à la production d'un rapport provisoire. Il fera l'objet d'une analyse par le commanditaire et d'observations par le comité de pilotage le cas échéant. Une fois ces observations prises en compte, le rapport provisoire constitue le rapport final de l'évaluation

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 7 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15 juin 2014.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

l'évaluation sera confiée à une équipe de consultants, qui réunira, par ordre d'importance, les compétences suivantes :

- expérience en matière d'évaluation de politiques publiques. Une expérience d'évaluation dans les domaines concernés par le projet (justice, douanes, sécurité) représentera un atout ;
- expertise dans les domaines de la Justice, des Douanes et de la Sécurité ;
- connaissance des questions liées aux trafics dans la zone d'intervention du projet ;
- connaissance de la zone sahélo-saharienne.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualification, composition et organisation de l'expertise : 45 % ;
- compréhension générale, démarche méthodologique : 40 % ;
- offre financière : 15 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 30 mai 2014, à 10 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAE-DGM-13-2014.

Renseignements complémentaires : conflits d'intérêt :

Les candidats doivent informer l'administration de tout conflit d'intérêt possible. En particulier, tout prestataire - ou expert membre de l'équipe proposé - ayant participé activement au pilotage ou à la mise en oeuvre de tout ou partie du projet sera considéré en situation de conflit d'intérêt. Sa soumission sera considérée comme inéligible.

principe de distanciation (charte de la société française d'évaluation) : l'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant à l'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel. Le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

le candidat devra fournir :

- Une attestation précisant les pouvoirs de la personne, habilitée à engager le candidat et signataire de l'acte d'engagement,
- une attestation sur l'honneur prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales,
- le CCAP signé ainsi que son annexe financière,
- ses références professionnelles (courte description de services équivalents et indiquant pour qu'elle

entreprise ou organisme ainsi que sa position de responsable ou de membre de l'équipe)

les candidats sont invités dans leurs offres à :

A/ présenter une offre méthodologique et une proposition financière, cette dernière établie sur le modèle de bordereau des prix joint en annexe du Ccap.

Les offres techniques ne devront pas dépasser 20 pages (hors CV et références). Les candidats sont invités à proposer des amendements s'ils le jugent nécessaire, qu'ils justifieront dans leurs offres.

b/ indiquer clairement les fonctions de chaque membre de l'équipe et identifier un chef d'équipe ;

C/ classer les références des experts proposés (CV de 4/5 pages maximum)

d/ préciser pour chaque membre de l'équipe proposée les tâches qui lui seront confiées et le nombre total de jours/expert prévu. A cet effet, un tableau de répartition des jours-experts par membre de l'équipe et par principale étape des travaux sera établi.

e/ proposer un chronogramme en indiquant la disponibilité du prestataire sur la période couvrant les six mois suivant la remise de l'offre.

pendant la durée de la consultation toutes les questions doivent obligatoirement être posées via le site de la Plateforme des achats de l'état.

1-pour des raisons de sécurité, le dossier doit être adressé de façon dématérialisé via la plate-forme des marchés de l'état (www.marches-publics@gouv.fr). Recherche avancée - référence : Dgm-Mae-13-2014.

En cas de soucis technique, il contacte le numéro d'assistance (01 76 64 74 07).

Dans le même temps, le candidat doit faire connaître cette difficulté à l'administration immédiatement par un message via la Plateforme des marchés de l'état et par courriel aux adresses indiquées dans l'annonce. Le message et le courriel doivent indiquer précisément les causes et circonstances de cette impossibilité d'utiliser la voie électronique dédiée aux consultations publiques. L'administration donnera son avis et la méthode à suivre pour déposer le dossier.

Une copie de sauvegarde identifiée comme telle est acceptée. N'hésitez pas à nous en produire.

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance (www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/ ou l'équivalent européen).

- un certificat conforme au RGS V2 (2 étoiles) en cours de validité et agréé est indispensable. Le candidat se le procure au moins 15 jours avant la date limite de remise des plis.

la personne habilitée à engager la société signe avec son certificat électronique l'acte d'engagement original. Dépôt accepté en .doc, xls, pdf, pps ou Open Office. Macros et fichiers.exe interdits. Si virus, pli rejeté. Le candidat prend garde à tester la configuration de son poste et à tester le dépôt d'un pli test (jusqu'à confirmation de dépôt par la plate-forme) au moins un jour avant la date limite de remise des plis.

Si de multiples envois sont reçus, seul le dernier pli réceptionné (autre que la copie de sauvegarde) est ouvert.

2. Le dossier d'offre est constitué du CCAP no 13/2014, valant Acte d'engagement complété, daté et signé par le candidat, des pièces justificatives des qualités et capacités du candidat et de son offre technique et financière et de tout document lui paraissant nécessaire.

3. Après une première analyse des dossiers, l'administration se réserve le droit d'ouvrir une négociation avec les 3 candidats les mieux notés, en 2 tours maximum.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30 avril 2014.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

.